UDI ★ MODEM
LESEUROPÉENS.

AVEC **FRANÇOIS BAYROU** ET **JEAN-LOUIS BORLOO**



CAROLE **ULMER** | DOMINIQUE **RIQUET** | JEAN-CHRISTOPHE **LORIC**

L'EUROPE,
NOTRE FORCE

ÉLECTIONS EUROPÉENNES | 25 MAI 2014 | NORD-OUEST

UDI ★ MODEM
LES EUROPÉENS.

L'Europe, notre force



Pour nous, forces du centre, l'Europe est un idéal autant qu'une nécessité.

C'est une nécessité parce que le monde est plongé dans une compétition violente, universelle, qui exige que se rapprochent et que s'unissent les pays qui ne sont pas assez puissants pour se mesurer aux mastodontes de la planète. L'union, c'est la force. Face aux grands émergents, les pays européens, même la France ou l'Allemagne, ne peuvent être entendus ou respectés que s'ils coopèrent et travaillent ensemble.

L'Europe est aussi un idéal : c'est le seul ensemble sur la planète où les valeurs des droits de l'homme, la liberté, la solidarité sociale, ne sont pas un vain mot. C'est le seul lieu où des pays différents, autrefois ennemis, ont accepté de mettre en commun leurs forces et leurs lois pour construire un avenir commun.

Nous savons comment on peut et on doit progresser dans cette Europe que la France a voulue.

Nous voulons que les cinq années qui viennent permettent d'effacer les disparités qui nous fragilisent. Nous voulons que les pays au cœur de l'Europe et de la zone euro se fixent comme objectif d'avoir les mêmes règles fiscales et sociales. Ce sont ces différences inacceptables et incompréhensibles qui fâchent les Français avec l'idée européenne. Nous voulons que l'Europe se saisisse des enjeux essentiels : l'emploi et la croissance, la lutte contre

les paradis fiscaux, le contrôle de la finance, les enjeux énergie - climat, les moyens communs de recherche et de développement de l'économie liée à la mer et aux océans, un grand plan Europe - Afrique.

Nous voulons que les cinq années qui viennent permettent aux citoyens européens de faire entendre et respecter leur voix par les dirigeants qui prennent les décisions en leur nom. Nous voulons que face à toutes les grandes questions diplomatiques, militaires et commerciales, les dirigeants des pays européens parlent d'une seule voix. Qu'ils soient unis et fermes chaque fois qu'ils se trouvent confrontés à une épreuve de force.

Cette approche, positive, déterminée, non-sectaire est aussi une proposition pour notre pays. Nous savons que la France a besoin d'une volonté nouvelle, d'une politique courageuse qui dise la vérité sur tous les sujets, qui porte le renouvellement, et qui assume son destin européen.

Le 25 mai en apportant votre soutien aux listes « UDI- MODEM Les Européens », vous exprimerez votre désir de renouvellement de la vie politique française et européenne.

FRANÇOIS **BAYROU** & JEAN-LOUIS **BORLOO**



Notre équipe de France pour l'Europe



1

L'Europe du contrat social et fiscal

« Nous voulons que les cinq années qui viennent permettent d'effacer les disparités qui nous fragilisent. »



1 Proposer un nouveau traité de convergence sociale et fiscale, indispensable pour mettre fin aux distorsions excessives au sein de l'Union européenne. Cette nouvelle étape d'harmonisation devra être menée selon un **agenda clair et resserré.** Elle concernera notamment l'assiette et les taux effectifs des impôts sur les sociétés et les montants des cotisations sociales. Le modèle social européen que nous défendons permettra ainsi un véritable progrès dans toute l'Europe.

UN AGENDA DE CONVERGENCE SOCIALE ET FISCALE.

2 Engager les premières étapes de la création d'un droit du travail européen. Nous proposons dans un premier temps de créer un contrat européen d'apprentissage permettant à son titulaire de bénéficier des mêmes droits dans toutes les entreprises de l'Union européenne. Nous demanderons aux partenaires sociaux européens de jeter les bases d'une stratégie de mise en place d'un droit du travail européen.

3 Mettre fin aux abus liés au statut de travailleur détaché. Nous proposons que l'employeur paie, dès 2014, les charges sociales du pays dans lequel il emploie le salarié.

4 Encourager la signature, par les partenaires sociaux, de conventions collectives européennes. Nous souhaitons que la démocratie sociale européenne s'impose enfin et que les premières négociations puissent porter sur la perspective d'un véritable SMIC européen.

5 Faire de la mobilité des jeunes Européens une clé de leur formation. Nous voulons renforcer les dispositifs permettant à chaque apprenti ou étudiant de suivre au minimum un semestre de formation dans un autre pays européen.

6 Accélérer la lutte contre l'évasion fiscale, la fraude fiscale et les paradis fiscaux à l'intérieur de l'Europe. Un corps européen de procureurs financiers sera mis en place. Les États membres devront lever le secret fiscal et tout obstacle à l'échange d'informations.

2

L'Europe de la croissance et de l'emploi

« Nous voulons que l'Europe se saisisse des enjeux essentiels. »



UNE STRATÉGIE POUR NOS ENTREPRISES

7 Mettre en œuvre une politique industrielle européenne favorisant l'emploi. Afin de lutter contre la désindustrialisation de nos territoires, nous voulons la mise en œuvre de grands programmes sectoriels européens pour soutenir l'innovation, la recherche et l'investissement dans les réseaux intelligents (*smart grids*), la ville durable, les programmes spatiaux, la sidérurgie, l'industrie propre, etc.

NOUS FAVORISERONS L'ESSOR DE GRANDS CHAMPIONS INDUSTRIELS EUROPÉENS.

8 Lancer un plan ambitieux d'infrastructures aussi bien matérielles (transports, voies ferrées, etc.) qu'immatérielles (autoroutes de l'information, équipements wifi, etc.) ; cela suppose d'encourager l'investissement de long terme et d'avoir une approche commune des territoires (Arc atlantique, liaison ferroviaire transalpine, liaison fluviale Seine-Nord, etc.).

9 Favoriser l'essor de grands champions européens. Nous souhaitons que l'Europe soutienne la naissance d'entreprises européennes de dimension mondiale dans les secteurs d'avenir, porteurs d'emplois. Il nous faut de nouveaux *Airbus*.

10 Faire de l'Europe le leader de la troisième révolution industrielle. À l'heure du bouleversement des modes de production, l'Europe doit prendre conscience de son formidable potentiel d'innovation et l'exploiter afin de prendre le *leadership* mondial de la troisième révolution industrielle (nanotechnologie, biotechnologie, photonique, etc.).

11 Soutenir les PME européennes. Nous voulons un *« Small Business Act »* afin que les PME, les entrepreneurs et les artisans européens aient un accès privilégié aux marchés publics.

12 Financer l'économie réelle. Afin de répondre aux besoins de financements de nos entreprises, nous souhaitons une meilleure mobilisation des fonds disponibles de la Banque européenne d'investissement.

CONFORTER LA PREMIÈRE PLACE MONDIALE DE L'AGRICULTURE EUROPÉENNE

13 **Nous défendons une politique agricole qui permette l'autosuffisance alimentaire en Europe et le développement, notamment par l'export, de tous les secteurs agroalimentaires porteurs d'emplois.** Nous veillerons au respect des règles de développement durable et à la solidarité entre les territoires et les filières. Nous sommes particulièrement attachés à la protection du secteur de l'élevage et de la viticulture au travers du maintien des autorisations de plantation.

14 **L'Europe doit garantir la traçabilité des produits agroalimentaires.** Il s'agit de défendre la qualité de nos productions et de les valoriser dans les négociations commerciales internationales. Nous souhaitons que l'Europe renforce ses moyens d'évaluation des organismes génétiquement modifiés (OGM) et permette à chaque État de les interdire, même s'ils sont autorisés au niveau européen.

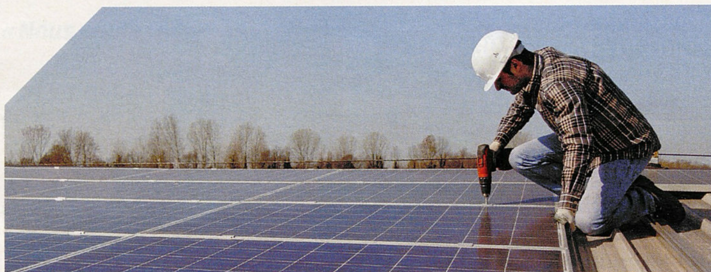
15 **Nous souhaitons que les normes appliquées aux produits agricoles européens en matière sanitaire et environnementale s'imposent égalemment aux produits importés.**



UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT QUI PRÉSERVE L'AVENIR

16 **Nous devons être les chefs de file de la croissance bleue en Europe** en promouvant un nouveau programme pour la recherche et l'emploi dans le secteur maritime (produits de la mer, construction navale, transport maritime, tourisme, énergie, métaux rares). L'Europe représente le premier domaine maritime du monde. Nous souhaitons mettre en place une gouvernance des océans qui permettra notamment d'assurer une pêche durable en interdisant la pêche en eaux profondes et en encadrant l'aquaculture.

17 **Faire des Outre-mer le laboratoire de l'excellence énergétique durable,** porteur de croissance et d'emplois de long terme. Poursuivre et intensifier la valorisation économique et touristique de ces territoires stratégiques pour la France et pour l'Europe.



18 **Engager un véritable *«Grenelle de l'environnement»* au niveau européen,** afin de concilier la stimulation de la croissance et la réduction des gaz à effet de serre. Le budget de l'Union doit soutenir la croissance verte en promouvant les activités économes et efficaces dans l'utilisation de l'énergie et des matières premières.

19 **Fixer l'objectif européen de réduction des émissions de CO2 à 50% d'ici à 2030,** par rapport au niveau des émissions en 1990, et rendre plus efficace le marché européen du carbone (Système européen d'échange de quotas d'émissions - ETS).

METTRE EN PLACE UNE EUROPE DE L'ÉNERGIE.

20 **Instituer une contribution carbone sur tous les produits fabriqués hors de l'Europe qui ne respecteraient pas nos normes environnementales.** Cette recette pourrait constituer la première ressource propre de l'Europe.

21 **Mettre en place une *«Europe de l'énergie»*** nous permettant de conquérir et de garantir notre indépendance énergétique.

22 **Encourager le recyclage et éviter les gaspillages en accélérant le passage vers une *«économie circulaire»* européenne** qui vise: *«d'abord réparer, ensuite réutiliser, recycler après.»*

23 **Développer une stratégie numérique pour l'Europe.** Nous souhaitons un marché du numérique qui permette l'essor du stockage dématérialisé (*cloud*) et le déploiement rapide de la fibre optique.

24 **Mettre fin à la sur-tarification des opérations transfrontières** à l'intérieur de l'Europe (virements bancaires, achats sur internet, communications téléphoniques, etc.).



RENFORCER LA ZONE EURO

25 Afin de rendre plus efficace les politiques, en particulier dans le domaine économique, **nous voulons créer un véritable gouvernement de la zone euro** pour mener des politiques nouvelles et engager l'indispensable convergence de nos systèmes sociaux et fiscaux. Les parlementaires européens de la zone euro, avec les Parlements nationaux, seront amenés à contrôler ce nouvel exécutif.

UNE GOUVERNANCE POLITIQUE DE LA ZONE EURO.

26 **Doter la zone euro d'un budget autonome alimenté par des ressources propres.** Cette autonomie budgétaire facilitera la mise en œuvre de politiques communes en faveur de l'emploi et d'un programme ambitieux d'investissement d'avenir permettant, en particulier, de favoriser les relocalisations d'entreprises.

27 **Accroître l'efficacité de la prise de décision dans la zone euro.** Nous voulons inscrire dans la prochaine réforme des traités le passage à la majorité qualifiée pour les décisions en matière fiscale et sociale dans la zone euro.

28 Nous voulons un **contrôle démocratique du Mécanisme européen de stabilité (MES), du mécanisme de supervision des banques et de l'autorité de résolution bancaire** ainsi que la mise en place d'une « direction *européenne du Trésor* ».





29 **Mettre en place une caisse d'amortissement de la dette.** Nous considérons que le désendettement est une priorité qui doit se fonder sur une stratégie collective européenne, équitable et efficace.

30 **Une représentation extérieure unifiée de la zone euro.** Le gouvernement de la zone euro doit être représenté en tant que tel au FMI, à la Banque mondiale, à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et dans les organisations internationales spécialisées.

UNION EUROPÉENNE ET ÉTATS MEMBRES

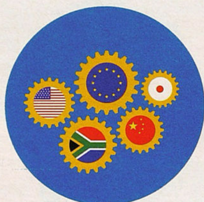
31 **Donner une véritable dimension européenne au Parlement français.** Nous considérons que le Parlement français en tant que tel doit être partie prenante des prises de décision et des grandes orientations politiques européennes portées par le gouvernement français.

32 Au-delà de la zone euro, il convient aussi de **revoir les règles de fonctionnement du budget de l'Union européenne** afin de réduire la part provenant de chaque État et de sortir des logiques de « juste retour » et de rabais exigées par certains pays.

3

L'Europe gagnante dans la mondialisation

« Le monde est plongé dans une compétition violente, universelle, qui exige que se rapprochent et s'unissent les pays qui ne sont pas assez puissants pour se mesurer aux mastodontes de la planète. »



DÉFENDRE LES INTÉRÊTS EUROPÉENS DANS LE MONDE

33 **L'Europe doit parler d'une seule voix afin de défendre les intérêts des Européens.** Nous voulons une nouvelle stratégie commerciale européenne, en particulier vis-à-vis des grands émergents dont la Chine.

34 **Appliquer le principe de réciprocité dans les accords de libre - échange.** Sous le contrôle du Parlement européen, l'Europe doit mieux défendre ses entreprises et ses intérêts stratégiques dans les accords commerciaux internationaux. Nous exigeons l'application du principe de réciprocité qui garantira aux entreprises européennes les mêmes conditions que les entreprises étrangères pour l'accès aux marchés publics.

L'EUROPE DOIT MIEUX DÉFENDRE SES ENTREPRISES ET SES INTÉRÊTS STRATÉGIQUES DANS LES ACCORDS COMMERCIAUX INTERNATIONAUX.

35 **Exiger que l'ensemble des produits importés en Europe respectent les mêmes normes que les produits fabriqués en Europe.**

36 **Refuser la dégradation des standards de qualité.** Dans le cadre des négociations du partenariat transatlantique (UE/États-Unis), nous exigeons une harmonisation par le haut, fondée sur les normes les plus exigeantes de qualité et de sécurité. Notre modèle européen aux standards de qualité élevés n'est pas négociable. Dans l'état actuel des négociations, la France doit manifester fermement ses désaccords. Nous nous opposerons notamment au remplacement de la justice régalienne par une justice arbitrale aléatoire.

37 **Garantir l'application effective des critères définis par l'Organi-**

sation internationale du Travail. Nous proposerons, en cas de non-respect des règles du travail, en particulier le travail des enfants, une pénalisation des produits concernés.

38 **Garantir la transparence de l'origine des produits vendus en Europe.** Afin de protéger les consommateurs et promouvoir le *made in Europe*, nous défendrons la mise en place d'un label d'indication d'origine obligatoire pour les produits alimentaires et les fabrications industrielles. Cette indication d'origine protégera les savoir-faire locaux et l'emploi dans l'espace européen.

39 **Promouvoir un régime européen de propriété intellectuelle.** Il s'agit de renforcer la protection de la création et de l'innovation européenne, et de mettre en place des outils efficaces pour mieux lutter contre la contrefaçon. Une liste noire des entreprises condamnées sera établie et publiée.

UNE POLITIQUE DE VOISINAGE AMBITIEUSE

40 **Notre priorité c'est l'approfondissement de l'Union européenne, pas son élargissement.**

41 **Développer, avec les pays voisins qui en manifestent la volonté, des partenariats renforcés.**

42 **Mettre en œuvre un programme ambitieux Europe-Afrique** fondé sur une politique de co-croissance contribuant notamment à l'autonomie énergétique du continent africain.

43 **L'Europe doit être leader dans la lutte contre l'extrême pauvreté dans le monde.** Nous devons consacrer une part substantielle de la taxe sur les transactions financières aux politiques de développement.

DÉVELOPPER UNE NOUVELLE STRATÉGIE COMMERCIALE EUROPÉENNE.



4

L'Europe protectrice

« Nous voulons que face à toutes les grandes questions diplomatiques et militaires, les dirigeants des pays européens parlent d'un seule voix. »



UNE POLITIQUE EUROPÉENNE D'IMMIGRATION COHÉRENTE

44 **Élaborer une politique européenne cohérente d'immigration.** Cette politique sera fondée sur une logique de quotas annuels par métier et par pays. Le Parlement européen et les parlements nationaux se prononceront annuellement sur ces objectifs.

45 **Créer une véritable police européenne des frontières (maritimes, terrestres, aériennes).** En mutualisant les moyens des États et en renforçant les dispositifs existants (Frontex, Eurosur), nous améliorerons le contrôle aux frontières extérieures de l'Union européenne. Ce corps de contrôle assurera aussi une mission de secours aux personnes en détresse en particulier en Méditerranée. Il pourra aussi contrôler les flux de marchandises.

46 **Réformer le droit d'asile.** Nous voulons un mécanisme européen cohérent afin de lutter contre les distorsions dans les politiques nationales d'asile. Il s'agit de tendre à une harmonisation européenne des procédures administratives et judiciaires des États membres.

47 **Mieux lutter contre les trafics d'êtres humains à l'intérieur de l'Union européenne.** La prostitution, la mendicité infantile organisée et les réseaux de cambriolages favorisent le développement de mafias prospérant sur une exploitation humaine inacceptable. Le Parlement européen devra exiger de la Commission la mise en place de contrôles renforcés des États membres se révélant incapables de lutter contre ces phénomènes, en veillant particulièrement à l'utilisation effective des fonds de cohésion dédiés à ce sujet.

48 **Renforcer la politique européenne en matière de co-développement,** en particulier vis-à-vis de tous les pays sources d'immigration.



L'EUROPE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA DÉFENSE

49 **Mettre en œuvre une politique étrangère et de défense commune efficace.** Tant en matière diplomatique que militaire, l'Europe doit parler d'une seule voix pour se faire respecter et contribuer ainsi à l'équilibre du monde et à la paix.

50 **Mettre en place un véritable Parquet européen,** compétent en matière de criminalité transfrontalière : il sera doté du pouvoir d'émettre des mandats d'arrêt européens et d'engager des actions de poursuites. Ces mandats d'arrêt européens pourront être émis par des euro-procureurs.

51 **Créer une Agence européenne de cyberdéfense,** gardienne de la souveraineté européenne sur son cyberespace. Elle sera chargée de prévenir les menaces extérieures et de protéger l'internaute européen. Nous étendrons les compétences du groupe européen de protection des données personnelles (regroupement des CNIL européennes). Ce dernier sera chargé d'assurer la neu-

tralité et la confidentialité d'Internet. Il s'assurera que les accords passés, notamment avec les États-Unis, n'aillent pas à l'encontre des principes de respect de la vie privée et des droits fondamentaux du citoyen européen.

52 Renforcer les moyens d'une véritable défense européenne. Nous voulons une mutualisation des moyens de recherche, de renseignement et de projection des forces militaires et humanitaires afin d'accroître l'efficacité de nos interventions et d'en diminuer les coûts. Une stratégie industrielle commune devra être mise en place dans ce secteur afin notamment de mutualiser les achats et de favoriser l'emploi sur le territoire européen.

53 Prendre en compte les problématiques des Européens vivant en dehors des frontières de l'Union. Afin de mieux protéger nos ressortissants, nous proposons la mise en place de guichets consulaires communs. Nous voulons intensifier la politique européenne de protection et de rapatriement de nos ressortissants.



5

L'Europe des citoyens et des valeurs

« Nous voulons que les cinq années qui viennent permettent aux citoyens européens de faire entendre et de faire respecter leurs voix. »



UNE VRAIE DÉMOCRATIE EUROPÉENNE

54 **Élire le Président de l'Union européenne au suffrage universel.** Afin d'incarner l'Europe politique, nous souhaitons qu'un Président pour l'Europe soit élu au suffrage universel. Nous proposons, dans un premier temps, que cette élection se déroule au sein du Congrès composé des parlementaires européens et des représentants des parlements nationaux. Dans un second temps, il sera élu par les citoyens de l'Europe. Il aura pour rôle de garantir le bon fonctionnement de l'Union et d'en assurer la représentation diplomatique.

UN VISAGE POUR L'EUROPE, UN PRÉSIDENT ÉLU.

55 Nous proposons de **garantir la transparence des principales décisions au sein du Conseil européen.** Il s'agit que le citoyen entende directement les chefs d'État et de gouvernement de l'Union confronter leurs visions et annoncer leurs engagements.

56 **Renforcer les pouvoirs du Parlement européen.** Nous voulons instaurer un véritable droit d'initiative législative et renforcer la co-décision ainsi que le contrôle du Parlement sur la Commission.

57 **Faire naître un véritable espace politique européen.** Nous proposons qu'à l'avenir 10 % des membres du Parlement européen soient élus à la proportionnelle dans une circonscription unique européenne. Cette initiative doit permettre de renforcer les partis politiques à dimension européenne.

58 **Faire confiance au citoyen.** Nous proposons de faire émerger une véritable e-democratie européenne en simplifiant *« l'initiative citoyenne »* ouverte par les traités mais trop complexe dans sa mise en œuvre.

59 **Nous veillerons à la stricte application du principe de subsidiarité** qui garantit au citoyen que la décision la plus proche des gens est toujours la plus appropriée, pourvu qu'elle soit efficace.

UNE EUROPE QUI DÉFEND SES VALEURS ET SON HISTOIRE

60 **L'Europe doit réaffirmer ses valeurs communes.** Il faut amplifier l'application de la Charte des Droits Fondamentaux et l'étendre progressivement. Particulièrement pour ce qui est de la préservation de la dignité de la personne, du respect des libertés individuelles.

61 **L'Union européenne doit veiller au respect strict et à l'application concrète de sa Charte des droits fondamentaux et développer les sanctions en cas de non respect.**

62 **Amplifier les actions en faveur des diversités culturelles et linguistique et défendre la culture européenne.** À l'heure de la standardisation, il importe que les États européens, notamment la France, préservent leur système de soutien à la création (cinéma, livre, musique, etc.)

63 **Faire aimer l'Europe** et développer toutes les initiatives permettant au citoyen de s'approprier la réalité européenne (jumelages, échanges de jeunes, relations entre les euro-régions, etc.). Faire du 9 mai une journée entièrement consacrée à l'Europe dans les écoles.

64 **Des universités européennes, actrices de l'économie du savoir.** Favoriser l'émergence de pôles européens d'enseignement tant sur le territoire de l'Union et au-delà. Nous souhaitons faire naître une grande université européenne en ligne, fruit de la coopération entre les plus grands établissements d'enseignement supérieur de l'Union. Nous voulons également soutenir la création d'une plateforme européenne d'*e-learning* permettant l'apprentissage des langues européennes.

65 **Nous réaffirmons solennellement notre attachement à Strasbourg, ville symbole de la réconciliation franco-allemande, comme siège du Parlement européen.** Nous veillerons à ce que les locaux dédiés à la démocratie européenne soient valorisés dans les inter-sessions parlementaires.



GUY VERHOFSTADT,

UN VRAI EUROPÉEN À LA PRÉSIDENCE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

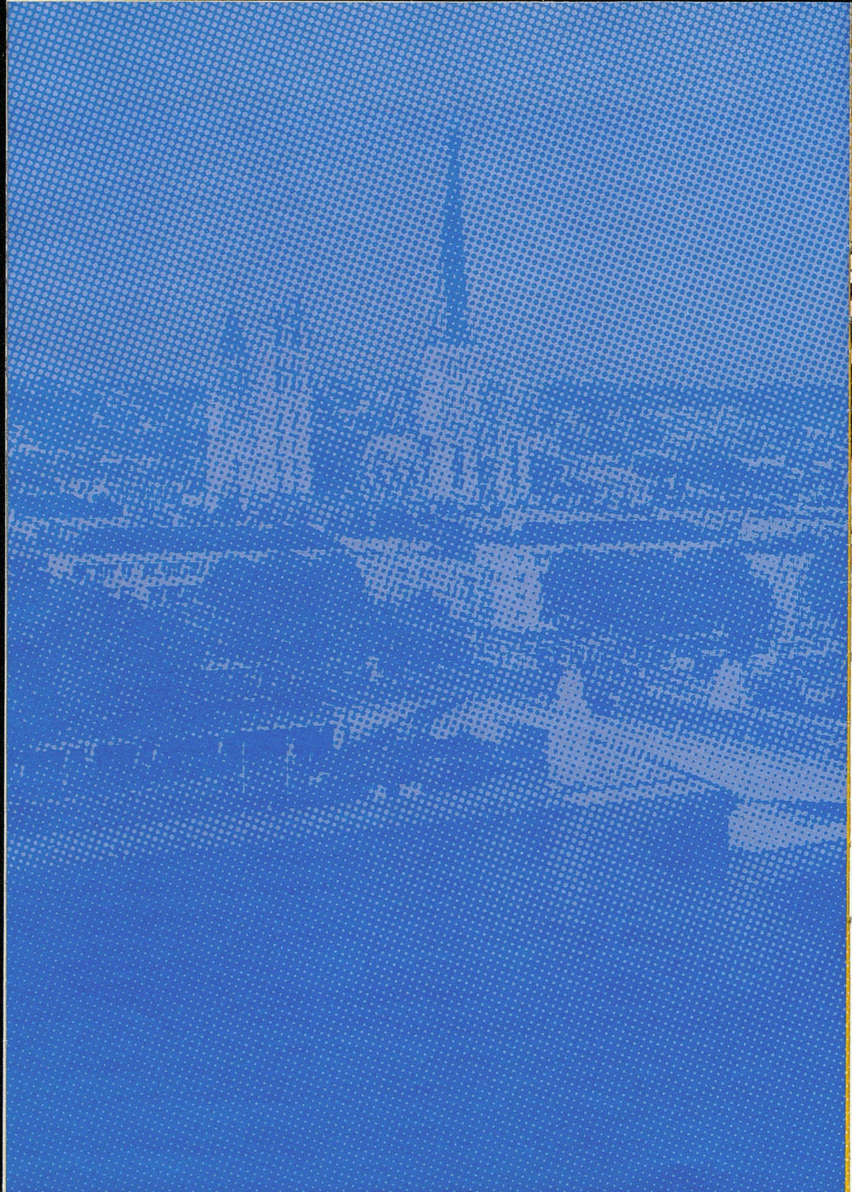
Pour la première fois cette année, les grands partis européens ont désigné leur candidat à la présidence de la Commission européenne.

Nous, partis européens du Centre, avons décidé de soutenir la candidature de Guy Verhofstadt.

Premier Ministre belge pendant 10 ans, député européen depuis 2009, il préside le groupe ADLE, troisième groupe le plus important du Parlement.Convaincu et compétent, il a l'expérience et l'énergie pour donner un nouvel élan à l'Europe.

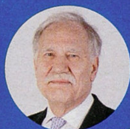


« Le 25 mai, il s'agit de l'avenir de la France et de l'avenir de l'Europe, de notre avenir commun. La première condition du succès est de tenir notre cap résolument pro-européen, un cap mûrement réfléchi. Les Européens doivent dire la vérité à leurs concitoyens ; dire que les gesticulations et les diatribes nationalistes et populistes ne changeront pas. La vérité c'est que d'ici quinze ans, le G8 des pays les plus riches de la planète ne comptera plus un seul pays européen : pas plus l'Allemagne que la France. N'y aurait-il aucun espoir pour autant de préserver notre cadre et notre mode de vie pour nos enfants et nos petits-enfants ? Certainement pas, parce que les pays européens disposent d'un atout maître : l'Union européenne. L'Union européenne qui fera notre force à tous. »



Circonscription Nord - Ouest

Basse-Normandie | Haute-Normandie | Nord-Pas-de-Calais | Picardie



Les problèmes économiques, financiers, de formation et d'emploi ; les défis environnementaux et migratoires ; les dangers de l'instabilité des états et du terrorisme ; tels sont les enjeux d'une mondialisation multipolaire à l'échelle d'« États continents ».

La défense de l'Europe comme premier acteur économique et social, premier espace de démocratie, de liberté et de respect des Droits de l'Homme dans le monde passe par une Union plus forte et plus intégrée, meilleure garante de notre souveraineté.

Les enjeux de la grande région Nord-Ouest sont à la mesure de l'Europe :

- une région industrielle et agricole majeure
- première façade maritime française
- le carrefour de l'Europe du Nord.

DOMINIQUE RIQUET

NOTRE EUROPE DANS LA

La situation géographique de notre région ainsi que son histoire agricole et industrielle en font une région puissante, au cœur d'une Europe première puissance économique mondiale. Nous devons valoriser ces atouts pour que notre région renforce sa position économique et crée plus de richesses et d'emplois pour ses habitants.

NOS ATOUTS AU CŒUR DE L'EUROPE

La première région industrielle et logistique

- les filières automobile et ferroviaire
- la métallurgie
- un riche tissu de PME et de sous-traitants

Nous défendrons nos marchés, l'excellence de nos productions et favoriserons l'investissement dans la recherche et l'innovation.

La première région agricole française

- des productions diversifiées soutenues par la PAC (élevage, lait, céréales, betteraves, pommes de terre, etc.)
- une industrie agroalimentaire de premier plan



CIRCONSCRIPTION NORD-OUEST



Nous soutiendrons les filières, défendrons les appellations et la qualité de nos produits et lutterons contre la spéculation.

La première façade maritime française

- première façade commerciale avec des ports spécialisés (Le Havre-Rouen, Calais, Dunkerque)
- l'importance de la filière pêche : des ports de pêche artisanale et industrielle qui rayonnent en Europe (Boulogne) et un industrie de transformation très dynamique
- tourisme

Nous valoriserons les atouts de nos ports pour renforcer leur poids en Europe du Nord.

L'EUROPE AU CŒUR DE NOS DÉFIS

Dans notre société mondialisée, notre région a plus que jamais besoin de l'Europe pour se développer et tenir sa place face à une concurrence acharnée et parfois déloyale.

Une société plus juste et plus solidaire

- Lutter contre le dumping social et fiscal ainsi que contre les délocalisations intra et extra-communautaires en attendant une convergence économique vers le haut.
- Instaurer une taxe carbone aux frontières de l'Union pour une compétition plus équitable.
- Modifier la réglementation sur les travailleurs détachés.

Les armes pour gagner

- Développer nos infrastructures :
  - les grandes infrastructures portuaires
  - le Canal Seine Nord (40% de financements européens obtenus par Dominique Riquet – 20 000 emplois pour notre région)
  - les infrastructures ferroviaires (TGV, lignes de fret, désenclavement des métropoles)

- La recherche et le développement :
  - des programmes de compétitivité sur le transport, l'industrie, l'agroalimentaire
  - nos priorités de R&D appuyées par des programmes européens
  - la formation et l'emploi des jeunes (Erasmus pour tous : étudiants et apprentis)

LES CANDIDATS DE VOTRE CIRCONSCRIPTION



1 | DOMINIQUE RIQUET

Dominique Riquet est député européen. Chirurgien et ancien maire de Valenciennes, il a été rapporteur au Parlement européen sur le mécanisme de financement des infrastructures (transports, énergie, télécom) et sur le fonds européen d'ajustement à la mondialisation.



2 | CAROLE ULMER

Carole Ulmer est directrice des études du think-tank Confrontations Europe. En lien avec la société civile, ses travaux de recherche portent notamment sur le marché intérieur, les affaires sociales et le budget européen. Par ailleurs, elle anime le club des députés européens de l'association europe@work.



3 | JEAN-CHRISTOPHE LORIC

Jean-Christophe Loric est conseiller général de la Somme et chef d'entreprise. Issu de la génération Erasmus, il enseigne la culture d'entreprise et les techniques de créativité et d'innovation à l'université Picardie - Jules Verne.

4 | Marine CARON
Étudiante **(Seine-Maritime)**

5 | Philippe LAILLER
Adjoint au maire de Caen **(Calvados)**

6 | Monique RYO
Première adjointe au maire de Saint-Quentin, conseillère régionale **(Aisne)**

7 | Patrick DEBRUYNE
Inspecteur de l'action sanitaire et sociale **(Pas-de-Calais)**

8 | Joëlle COTTENYE-FASTIER
Adjointe au maire d'Hem, conseillère générale **(Nord)**

9 | Jean-Marie VERCRUYSSE
Agriculteur, maire d'Aube, vice-président communauté de commune de l'Aigle **(Orne)**

10 | Anne-Marie COUSIN
Maire de Torigni-sur-Vire, conseillère régionale **(Manche)**

11 | Paul CHRISTOPHE
Maire de Zuydcoote **(Nord)**

12 | Fatima MASSAU
Assistante de direction **(Oise)**

13 | Patrice BONVOISIN
Conseiller en patrimoine, premier adjoint au maire de Freneuse-sur-Risle **(Eure)**

14 | Béatrice MAJZA
Avocate **(Calvados)**

15 | Patrice LAUSSON
Ingénieur **(Seine-Maritime)**

16 | Samira HERIZI
Cadre territorial **(Oise)**

17 | Paul GIRONDE
Adjoint au maire de Saint-Quentin **(Aisne)**

18 | Véronique SIX
Adjointe au maire d'Halluin **(Nord)**

19 | Jean-Marie VANLERENBERGHE
Sénateur **(Pas-de-Calais)**

20 | Brigitte FOURÉ
Maire d'Amiens, conseillère générale **(Somme)**



RETROUVEZ TOUTE NOTRE ACTUALITÉ SUR

WWW.LESEUROPEENS.EU

Le 25 mai, **Votez**

UDI ★ MODEM

LESEUROPÉENS.



Retrouvez toutes les grandes dates de la campagne sur

www.leseuropeens.eu

#LesEuropéens | @Les_Europeens | leseuropeens.eu